

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 853

11 avril 2013

SOMMAIRE

Aquimmo S.A.	40903	Incubation Capital I	40924
Calgary (Holdings) S.A.	40899	Incubation Capital S.à r.l.	40906
Caloritherme S.A.	40942	Janeiro S.A.	40900
CanCorpEurope S.A.	40914	Jesada S.A., SPF	40900
CanCorpEurope S.à r.l.	40914	K&N Shop S.à r.l.	40938
Carmatel SPF S.A.	40899	Nordic Finance Holding S.A. S.P.F.	40904
Carolus Investment Corporation S.A. S.P.F.	40903	Nourit S.A.	40939
Coparrinal S.A.	40899	PEH Trust Sicav	40901
CS Invest (Lux) SICAV	40938	Piramid Investment Solutions S.A. SPF ..	40905
Diapason S.A.	40904	Prospect SPF S.A.	40901
DISTRIMODE INTERNATIONAL S.A.,- société de gestion de patrimoine familial-	40898	Red Romanian Properties S.A.	40942
DMC Fund	40937	Sofiag S.A., SPF	40901
Eingler International S.à r.l.	40938	Sotreca	40902
EURASOL, Bureau d'Etudes Européen de Sols de Fondation	40898	Stasia S.A., SPF	40898
Euromovers International S.A.	40942	Sylux S.A.	40904
Faune Holding S.A.	40900	Taylor S.A., SPF	40905
GS&P Kapitalanlagegesellschaft S.A.	40938	Tuscani S.A.	40905
Hipermark Investments S.A.	40899	Vega	40902
		Vestigia	40903
		V.H.K. S.A.	40905
		Villiers Finance S.A.	40937

EURASOL, Bureau d'Etudes Européen de Sols de Fondation, Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 23, boulevard Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 6.541.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 25 avril 2013, à 10 heures, au Siège Social, pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport des administrateurs et commissaire sur l'exercice 2012
2. Approbation du bilan et du compte Pertes et Profits au 31.12.2012
3. Décharge à donner aux administrateurs et commissaire
4. Divers

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 18 des statuts. Le dépôt des titres se fera au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039631/17.

**DISTRIMODE INTERNATIONAL S.A.,- société de gestion de patrimoine familial-, Société Anonyme -
Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 24.157.

Les actionnaires et obligataires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 30 avril 2013 à 15h00 au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2010, au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012, affectation des résultats;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Acceptation de la démission en date du 30 septembre 2011 de M. Guy KETTMANN de ses fonctions d'administrateur et ratification de la cooptation à cette même date de M. Cédric JAUQUET au Conseil d'Administrateur;
5. Acceptation de la démission en date du 15 mars de Mme Marie BOURLOND de ses fonctions d'administrateur et ratification de la cooptation à cette même date de M. Yves BIEWER au Conseil d'Administrateur;
6. divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013044174/1017/20.

Stasia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 49.748.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 29 avril 2013 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2012.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013046320/1023/17.

Calgary (Holdings) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 20.520.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which will be held at the address of the registered office, on 2 May 2013 at 11.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2012.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2013045879/534/16.

Carmatel SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 85.111.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 30 avril 2013 à 9:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045900/795/16.

Hipermark Investments S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 118.660.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 29 avril 2013 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport du liquidateur
2. Désignation d'un commissaire à la liquidation
3. Fixation d'une date pour la tenue d'une nouvelle Assemblée Générale appelée à écouter le rapport du commissaire à la liquidation, à délibérer sur le résultat de la liquidation et à décider la clôture de la liquidation
4. Divers

Le Liquidateur.

Référence de publication: 2013046021/795/16.

Coparrinal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 38.910.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 18 mars 2013, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *13 mai 2013* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045937/795/18.

Faune Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 62.514.

Les actionnaires sont convoqués à une deuxième

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra jeudi, le *16 mai 2013* à 16.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 4 mars 2013, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013045979/29/18.

Janeiro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 110.234.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *29 avril 2013* à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013046061/1023/18.

Jesada S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.218.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

40901

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 29 avril 2013 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013046126/1023/16.

Prospect SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 15.471.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra anticipativement le 30 avril 2013 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations Statutaires
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013046168/795/16.

Sofiag S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.304.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 29 avril 2013 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013046245/1023/16.

PEH Trust Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.989.

Die Aktionäre der PEH Trust Sicav werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 30. April 2013 um 9:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Sitzverlegung
2. Neufassung der Satzung gemäß den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010

3. Verschiedenes

Diese außerordentliche Generalversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist. Alle Punkte der Tagesordnung werden durch Beschluss mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der Aktien, welche anwesend oder vertreten sind und ihre Stimmen abgeben, angenommen. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der außerordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art.26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der außerordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Fund Domiciliation Services / Banque de Luxembourg (14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Fax Nr. +352 49924 2501, E-Mail: ifs.fds@bdl.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Aktionäre, die an der außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, müssen sich zum o.g. Stichtag vor der außerordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der außerordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum o.g. Stichtag vorliegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013046206/31.

Sotreca, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 26.396.

—

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 29 avril 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux Administrateurs
4. Nominations statutaires
5. Divers

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur un jour ouvrable avant la date de l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013046285/755/20.

Vega, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 21.175.

—

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 mai 2013 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2012.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Non reconduction du mandat d'administrateur venu à échéance de Mme Mounira MEZIADI et décharge.
6. Non reconduction des mandats d'administrateur et de présidente du conseil d'administration venus à échéance de Mme Valérie PECHON et décharge.

7. Nomination de Mme Ingrid CERNICCHI, administrateur de sociétés, née à Metz (France), le 18 mai 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.
8. Nomination de Mme Karoline WILLOT administrateur de sociétés, né à Uccle (Belgique), le 11 janvier 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.
9. Reconduction de Mme Audrey THONUS dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.
10. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.
11. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013046358/29/29.

Vestigia, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 104.507.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on *30 April 2013* at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts as at 31 December 2011 and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor thereon.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2011.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2013046400/534/18.

Aquimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 101.762.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi *26 avr. 2013* à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042455/1267/15.

Carolus Investment Corporation S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 16.100.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 22 avr. 2013 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042458/1267/16.

Diapason S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 102.450.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 26 avril 2013 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042463/1267/15.

Nordic Finance Holding S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 18.389.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 26 avr. 2013 à 18:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042466/1267/15.

Sylux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 104.290.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 22 avril 2013 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042472/1267/15.

Piramid Investment Solutions S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 116.944.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 26 avril 2013 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042468/1267/16.

Tuscani S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 119.507.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 26 avril 2013 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042473/1267/16.

V.H.K. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 50.163.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 25 avril 2013 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042474/1267/15.

Taylor S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.232.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 19 avril 2013 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013042943/1023/16.

Incubation Capital, Incubation Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 176.174.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of the month of March.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared

Centralway Seed AG, incorporated under the laws of Switzerland with its registered office at Binzstrasse 18, 8045 Zurich, Switzerland, represented by Eva Brauckmann, Volljuristin, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 13 February 2013.

The proxy signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which they act, have requested the notary to draw up the articles of incorporation of a company which is hereby established as follows:

Art. 1. There is hereby established among the subscriber and all those who may become owners of units (the "Unitholders") hereafter issued a company (the "Company") in the form of a société à responsabilité limitée (private limited liability company), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 2. The object of the Company is to render advisory, management, accounting and administrative services, as the case may be, in its capacity as general partner of Incubation Capital I, a société à capital variable - fonds d'investissement spécialisé incorporated under the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

The Company may in addition provide secretarial, accounting and other administrative services to Incubation Capital I and take any measures, as well as carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company is named "Incubation Capital S.à r.l.", in abridged form "Incubation Capital".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The address of the registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by a decision of the board of managers (the "Board of Managers").

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Unitholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or, if permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg law, by decision of the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the Board of Managers determines that extraordinary political, military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg company.

Art. 6. The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) units (the "Units") of one Euro (EUR 1) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the general meeting of Unitholders, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each Unit entitles to a fraction of the Company's assets and profits in direct proportion to the number of Units in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Units are indivisible, only one owner being admitted per Unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. The Units are freely transferable among Unitholders.

The Units may not be transferred inter vivos to non-unitholders unless Unitholders representing at least three-quarters of the share capital will have agreed thereto in a general meeting.

Units may not be transmitted by reason of death to non-unitholders except with the approval of owners of Units representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

In the case referred to in the foregoing paragraph, no consent will be required where the Units are transferred either to heirs compulsorily entitled to a portion of the estate or to the surviving spouse or to other legal heirs.

Heirs or beneficiaries of last will provisions or contractual instruments affecting the estate who have not been approved and who have not found a transferee fulfilling the requisite conditions may cause the Company to be prematurely dissolved, three months after giving formal notice, served on the Managers by process-server and notified to the Unitholders by registered mail.

However, during the said period of three months, the Units of the deceased may be acquired either by the Unitholders, subject to the requirements of the last sentence of article 199 of the Law according to which the majority may in no case oblige any of the Unitholders to increase his participation in the Company, or by a third party approved by them, or by the Company itself if it fulfils the conditions required for the acquisition by a Company of its own shares.

The repurchase price of the Units will be calculated on the basis of the average balance sheet for the last three years and, if the Company has not been operating for three financial years, on the basis of the balance sheet of the last year or of the last two years.

If no profit has been distributed, or if no agreement is reached as to the application of the basis for repurchase referred to in the foregoing paragraph, the price will, in the event of disagreement, be determined by the courts.

The exercise of the rights attached to the Units of the deceased will be suspended until the transfer of such rights is valid vis-à-vis the Company.

Transfers of Units must be recorded by a notarial instrument or by a private document.

Transfers will not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they will have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Art. 11. The Company will not be dissolved by reason of the death, insolvency or bankruptcy of the single Unitholder or of one of the Unitholders.

Art. 12. The Company is administered by a Board of Managers composed of at least three members who are designated by the Unitholders (each, a "Manager"). The powers of each Manager and the duration of his mandate are determined by the Unitholders. Managers may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time by decision of the Unitholders.

The Unitholders may decide to appoint Managers of two different classes, being class A Managers and class B Managers. Any such classification of Managers shall be duly recorded in the decisions of the Unitholders and the Managers be identified with respect to the class they belong.

The Board of Managers may choose from among its members a chairman. The Board of Managers will meet upon call by the chairman, or two Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman will preside at all meetings of Unitholders and the Board of Managers, but in his absence, the Unitholders or Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of Managers from time to time may appoint officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Managers. Officers need not to be Managers or Unitholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, will have the powers and duties given to them by the Board of Managers.

Convening notice of any meeting of the Board of Managers will be given to all Managers, in writing or by e-mail or facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such notice, at least twenty-four hours in advance of the hour set forth for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, e-mail or by facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such consent of each Manager. Separate notice will not be required for individual meetings held at time and place prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meeting will be duly held without prior notice if all the Managers are present or duly represented.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his proxy in writing or by telegram, e-mail or facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such appointment.

In case of Board of Managers, any Manager may attend a meeting by using teleconference means, provided that (i) his vote is confirmed in writing, (ii) the Manager attending the meeting can be identified, (iii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iv) the transmission is performed on an on-going basis and (v) the Managers can properly deliberate. The participation in a meeting by such means will constitute presence in person at such meeting and such meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg law, Managers may also cast their vote by mail.

The quorum of any meeting of the Board of Managers will be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office. Decisions will be taken by the majority of the votes of the Managers present or represented at the meeting and, in the case of class A Managers and class B Managers, the votes of all the class A Managers.

The minutes of the board meetings are signed by the chairman of the meeting.

Duly convened board meetings may be held by telephone or by video conference link and will be subject to the quorum and majority conditions set forth hereabove. Resolutions taken at any duly convened board meeting will be validated by circulation of the minutes to and signature by the members of the Board of Managers. Such a decision can be stated in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

The Board of Managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any Manager.

The Company will be bound by the joint signature of any two of the Managers, provided that in the event the Unitholders have appointed different classes of Managers (namely class A Managers and class B Managers), the Company will only be bound by the joint signature of two Managers where at least one signatory is a class A Manager.

In addition, the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers will have been delegated by the Board of Managers.

Art. 13. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm will be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in, or is a director, manager or associate, officer or employee of any such other company or firm.

Any Manager or officer of the Company who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company will contract or otherwise engage in business will not, by reason of his connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any Manager or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board of Managers conflicting with that of the Company, such Manager or officer will make such a conflict known to the Board of Managers and will not consider or vote upon any such transaction, and any such transaction will be reported to the next meeting of Unitholders. The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board of Managers relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest" as used above, will not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving such other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Managers at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

The Managers do not assume, by reason of his/their position, any personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

The Company will indemnify any Manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager or officer of the Company, or, at its request, of any other company of which the Company is a Unitholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he will be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification will be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such breach of duty. The foregoing right of indemnification will not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 14. Each Unitholder may take part in collective decisions or general meetings of Unitholders irrespective of the number of Units held by him. Each Unitholder has voting rights commensurate with his unitholding. Collective decisions of Unitholders or resolutions of Unitholders' meetings are validly taken only insofar as they are adopted by Unitholders owning more than half of the Units, unless otherwise provided for by law or these Articles.

Resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the Unitholders owning at least three quarters of the Units, subject further to the provisions of the Law.

In case and as long as the Company has more than 25 Unitholders, an annual general meeting of Unitholders will be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, in or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second day of the month of May at 3 pm and for the first time in 2014 (if required). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting will be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Managers, exceptional circumstances so require.

Art. 15. The financial year starts on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year, except for the first fiscal year which will begin on the day of the incorporation of the Company and end on 31 December 2013.

Art. 16. At the end of each financial year, the accounts of the Company are established the Board of Managers. Each Unitholder may inspect such accounts at the registered office of the Company.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and other expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the units capital.

The balance of the net profit may be distributed to the Unitholders in proportion to their unitholding in the Company.

Art. 18. Interim dividends may be distributed in accordance with and in the form and under the conditions set forth by the Law.

Art. 19. At the time of winding up the Company, and unless the law permits otherwise, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, Unitholders or not, appointed by the Unitholders who will determine their powers and remuneration.

Art. 20. If, and as long as one Unitholder holds all the Units of the Company, the Company shall exist as a single unitholder company, pursuant to article 179 (2) of the Law.

Art. 21. Reference is made to provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first financial year of the Company starts on the date of incorporation and ends on 31 December 2013.

Subscription and Payment

The Articles having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid up the following Units:

Unitholder	Subscribed Capital	Number of Units
Centralway Seed AG	12,500 Euro	12,500
TOTAL	12,500 Euro	12,500

Proof of the payment has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions of the sole unitholder

The sole Unitholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The following persons are appointed Managers of the Company for an unlimited duration:

Class A Managers:

- Mr Christian Wipf, Managing Director, Altium AG, born on 20 April 1958, with professional address at Dufourstrasse 60, CH-8702 Zollikon, Switzerland;
- Mr Claude Radoux, Managing Partner, CR Associés S.à r.l., born on 27 August 1963, with professional address at 6, Avenue des Archiducs; L-1135 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Class B Managers:

- Mrs Noeleen Goes-Farrell, CEO, Trustconsult Group S.A., born on 28 December 1966, with professional address at 127, rue Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Mr Julien Dif, Partner, Bonnard Lawson, born on 16 May 1974, with professional address at 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English, followed by a French version, on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt et unième jour du mois de mars.

Pardevant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg.

A comparu:

Centralway Seed AG, une société de droit suisse, ayant son siège social au Binzstrasse 18, 8045 Zurich, Suisse, représentée par Eva Brauckmann, Volijuristin, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 13 février 2013.

La procuration signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire soussigné, restera annexée à ce document pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, ès qualités, a requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société qu'elle déclare constituée comme suit:

Art. 1^{er}. Il est établi par la présente entre le souscripteur et tous ceux qui pourront détenir des parts sociales (les «Associés») émises en vertu des présentes une société, (la «Société») sous la forme d'une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. L'objet social de la Société est de rendre des services de conseil, de gestion, de comptabilité et d'administration, s'il y a lieu, en sa qualité d'associé commandité de Incubation Capital I, une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé soumise aux dispositions de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissements spécialisés, telle que modifiée.

Par ailleurs, la Société peut fournir des services de secrétariat, de comptabilité ou autres services administratifs à Incubation Capital I, et prendre toute mesure ainsi qu'effectuer toute opération qui lui semble utile à la réalisation et au développement de son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a la dénomination de «Incubation Capital S. à r.l.», en abrégé «Incubation Capital».

Art. 5. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Le siège social de la Société peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Luxembourg, par résolution du conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts ou si cela est prévu par et selon les conditions de la loi luxembourgeoise, par décision du Conseil de Gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Dans l'hypothèse où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication entre ce siège et des personnes se trouvant à l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales (les «Parts Sociales») de un euro (EUR 1) chacune.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'assemblée générale des Associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque Part Sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes.

Art. 9. A l'égard de la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par Part Sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente à l'égard de la Société.

Art. 10. Les Parts Sociales sont librement transmissibles entre les Associés.

Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les Parts Sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de Parts Sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Dans le cas mentionné au précédent paragraphe, aucun consentement ne sera requis lorsque les Parts Sociales sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant, ou à d'autres héritiers légaux.

Les héritiers, légataires ou les bénéficiaires d'institutions contractuelles affectant la succession qui n'ont pas été agréés et qui n'ont pas trouvé de cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la Société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux Gérants par exploit d'huissier et notifiée aux Associés par courrier recommandé.

Toutefois, pendant ledit délai de trois mois, les Parts Sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les Associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'article 199 de la Loi selon laquelle la majorité ne peut en aucun cas obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société, soit par un tiers agréé par eux, soit par la Société elle-même si elle remplit les conditions requises pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des Parts Sociales sera calculé sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat des parts visées au paragraphe précédent, le prix, en cas de désaccord, sera fixé par les tribunaux.

L'exercice des droits sociaux afférents aux Parts Sociales de la Société transférées pour cause de décès sera suspendu jusqu'à ce que ledit transfert soit opposable à la Société.

Les cessions de Parts Sociales doivent être constatées par acte notarié ou par acte sous seings privés.

Les cessions de Parts Sociales ne sont opposables à la Société ou aux tiers qu'après qu'elles ont été notifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Associé unique ou d'un des Associés.

Art. 12. La Société est gérée par un Conseil de Gérance, qui est composé d'au moins trois membres qui sont désignés par les Associés (chacun un «Gérant»). Les pouvoirs de chaque Gérant et la durée de leur mandat sont déterminés par les Associés. Les Gérants peuvent être révoqués avec ou sans cause (ad nutum) à tout moment par décision des Associés.

Les Associés peuvent décider de nommer des Gérants de deux classes différentes, des Gérants de classe A et des Gérants de classe B. Une telle classification des Gérants devra être dûment constatée dans les décisions des Associés et les Gérants seront identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Le Conseil de Gérance peut choisir parmi ses membres un président. Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du président, ou de deux Gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation à la réunion.

Le président présidera toutes les assemblées des Associés et toutes les réunions du Conseil de Gérance mais, en son absence, les Associés ou les Gérants pourront nommer un autre Gérant en tant que président pro tempore par vote à la majorité des présents à cette assemblée ou à cette réunion.

Le Conseil de Gérance peut périodiquement nommer des fondés de pouvoirs qu'il considère nécessaires au fonctionnement et à la gestion de la Société. Une telle nomination peut être révoquée à tout moment par le Conseil de Gérance. Les fondés de pouvoirs ne doivent, pas nécessairement être des Gérants ou des Associés de la Société. Les fondés de pouvoirs nommés, à moins que les présents Statuts n'en disposent autrement, auront les pouvoirs et les obligations qui leur seront conférés par le Conseil de Gérance.

L'avis de convocation aux réunions du Conseil de Gérance sera transmis à tous les Gérants, par écrit ou par e-mail ou par fax ou tout autre moyen électronique faisant preuve de l'existence de cet avis, au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, sauf cas d'urgence, auquel cas la nature de ces cas d'urgence devra être déterminée dans l'avis de convocation à la réunion. Les Gérants pourront renoncer à recevoir un avis de convocation en donnant leur consentement par écrit ou par télégramme, e-mail ou fax ou tout autre moyen électronique faisant preuve du consentement de chaque Gérant. Un avis de convocation séparé n'est pas requis pour chaque réunion tenue aux heures et lieux spécifiés dans un échéancier adopté antérieurement par résolution du Conseil de Gérance.

La réunion pourra valablement délibérer sans convocation préalable si tous les Gérants sont présents ou dûment représentés.

Tout Gérant peut se faire représenter à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant par écrit ou télégramme, e-mail ou fax ou tout autre moyen électronique faisant preuve de la désignation d'un autre membre du Conseil de Gérance comme son mandataire.

Dans le cas d'un Conseil de Gérance, tout Gérant peut participer à une réunion par téléconférence, pourvu que (i) son vote soit confirmé par écrit, (ii) le Gérant participant à la réunion puisse être identifié, (iii) toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et parler entre elles, (iv) la transmission est assurée de façon continue et (v) les Gérants puissent délibérer de manière appropriée. La participation à une réunion par de tels moyens constituera une présence en personne à cette réunion et cette réunion est réputée se tenir au siège social de la Société.

Si cela est permis et selon les conditions prévues par la loi luxembourgeoise, les Associés peuvent également voter par courrier.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer valablement que si la majorité des Gérants en fonction sont présents ou représentés. Les décisions seront prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion y compris, en cas de nomination de Gérants de classe A et de Gérants de classe B, les votes de tous les Gérants de classe A.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par le président de la réunion.

Les réunions du Conseil de Gérance dûment convoquées peuvent être tenues par téléphone ou par vidéo conférence et seront sujettes aux conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus. Les résolutions adoptées à tout Conseil de Gérance dûment convoqué seront validées en faisant circuler le procès-verbal et en le faisant signer par les membres du Conseil de Gérance. Une telle décision peut être constatée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu, chacun de ces documents étant signés par un ou plusieurs Gérants.

Le Conseil de Gérance pourra également, à l'unanimité, adopter des résolutions par un ou plusieurs documents identiques par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par télégramme ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble de ces documents constituera les résolutions circulaires prouvant, une fois dûment signées, l'existence de la résolution. Les résolutions des Gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout Gérant.

La Société sera engagée par la signature conjointe de deux Gérants, à condition que, en cas de nomination par les Associés de Gérants de différentes classes (à savoir les Gérants de classe A et les Gérants de classe B), la Société sera uniquement engagée par la signature conjointe de deux Gérants, à condition qu'au moins un des deux signataires soit un Gérant de classe A.

Par ailleurs, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui ces pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil de Gérance.

Art. 13. Aucun contrat conclu ou aucune opération conclue entre la Société et toute autre société ou entreprise ne pourront être viciés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou entreprise ou seraient un administrateur, gérant, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle autre société ou entreprise.

Le Gérant ou le fondé de pouvoir de la Société qui est administrateur, gérant, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société conclura des contrats ou sera autrement en relation d'affaires ne sera pas, en raison de son lien et/ou relation avec cette autre société ou entreprise, privé du droit de délibérer, de voter ou d'agir en ce qui concerne les questions en relation avec un tel contrat ou ces affaires.

Au cas où un Gérant ou fondé de pouvoir de la Société a un intérêt personnel dans une opération soumise à l'approbation du Conseil de Gérance présentant un conflit avec la Société, ce Gérant ou fondé de pouvoir devra informer le Conseil de Gérance de ce conflit et ne délibérera pas ni ne prendra part au vote concernant cette opération; rapport devra être fait au sujet d'une telle opération à la prochaine assemblée des Associés. Le paragraphe précédent ne s'applique pas dans le cas où la décision du Conseil de Gérance concerne des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Le terme «intérêt personnel» utilisé ci-dessus ne s'appliquera pas aux relations ou intérêts qui pourront exister en toutes matières, en quelque qualité ou à quelque titre que ce soit, avec toute autre société ou entité déterminée périodiquement par le Conseil de Gérance à sa discrétion, sous réserve que cet intérêt personnel ne soit pas considéré comme un intérêt contradictoire selon les lois et règlements applicables.

Les Gérants n'assument, en raison de leur position, aucune responsabilité personnelle en relation avec un engagement qu'ils ont valablement contracté au nom de la Société.

La Société indemniserà tout Gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toute action, poursuite ou procès auquel il aurait été partie en sa qualité de Gérant ou de fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, Gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et pour lequel il n'aurait pas droit à une indemnisation, à moins qu'il ne soit condamné dans le cadre de cette affaire, pour négligence grave ou faute professionnelle; dans le cas d'une transaction, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son conseiller juridique que le Gérant ou le fondé de pouvoir n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à l'indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du Gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 14. Chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives ou aux assemblées générales des Associés, quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque Associé a les droits de vote qui correspondent au nombre de Parts Sociales qu'il détient. Les décisions collectives ou résolutions des Associés ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social, sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts.

Les décisions concernant la modification des Statuts ne pourront être adoptées qu'à la majorité des Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales, toujours sous réserve des dispositions prévues par la Loi.

Dans l'hypothèse où, et aussi longtemps que la Société comprendra plus de 25 Associés, une assemblée générale annuelle des Associés se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg qui sera déterminé dans l'avis de convocation, le deuxième jour du mois de mai à 15 heures et pour la première fois en 2014 (si nécessaire). Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil de Gérance constate objectivement que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, sauf pour la première année sociale de la Société qui commencera à sa constitution et prendra fin le 31 décembre 2013.

Art. 16. A la fin de chaque année sociale, les comptes de la Société sont établis par le Conseil de Gérance.

Tout Associé peut prendre connaissance des comptes au siège social de la Société.

Art. 17. Le bénéfice brut de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et autres dépenses, constitue le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux Associés en proportion de leur participation dans la Société.

Art. 18. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués en conformité avec et dans la forme et les conditions prescrites par la Loi.

Art. 19. Lors de la dissolution de la Société, et à moins que la loi ne dispose autrement, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs ainsi que leur rémunération.

Art. 20. Si, et aussi longtemps qu'un Gérant détient toutes les parts de la Société, la Société existera comme une société à associé unique, conformément à l'article 179(2) de la Loi.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale de la Société commence à sa constitution et prendra fin le 31 décembre 2013.

Souscription et Paiement

Les Statuts ayant été arrêtés par le comparant, le comparant a souscrit et a libéré entièrement les parts suivantes:

	Capital souscrit	Nombre de Parts Sociales
Centralway Seed AG	12.500 Euros	12.500
TOTAL	12.500 Euros	12.500

La preuve de ce paiement a été donnée au notaire soussigné.

Frais

Les dépenses, coûts, rémunérations ou frais, de quelque forme que ce soit, qui résultent de la constitution de la Société seront supportés par la Société et sont estimés à environ EUR 1.200,-.

Résolutions de l'associé unique

Aussitôt le seul Associé, représenté comme mentionné ci-avant, a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes ont été nommées Gérants de la Société pour une durée illimitée:

Gérants de classe A:

- Monsieur Christian Wipf, Managing Director, Altium AG, né le 20 avril 1958, résidant professionnellement au Dufourstrasse 60, CH-8702 Zollikon, Suisse;

- Monsieur Claude Radoux, Managing Partner, CR Associés S.à r.l., né le 27 août 1963, résidant professionnellement au 6, Avenue des Archiducs; L-1135 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

Gérants de classe B:

- Madame Noeleen Goes-Farrell, CEO, Trustconsult Group S.A., née le 28 décembre 1966, résidant professionnellement au 127, rue Mühlenbach L-2168 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Julien Dif, Associé, Bonnard Lawson, né le 16 mai 1974, résidant professionnellement au 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais, suivi d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en-tête.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, le comparant a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: E. BRAUCKMANN et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mars 2013. Relation: LAC/2013/13429. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 mars 2013.

Référence de publication: 2013040560/439.

(130049981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

**CanCorpEurope S.A., Société Anonyme,
(anc. CanCorpEurope S.à r.l.).**

Capital social: EUR 170.000,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 168.218.

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE VINGT ET UN MARS.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire, de résidence à Redange-sur-Attert.

A comparu:

La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Inovalis Luxembourg S. à r.l., ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23 rue Jean Jaurès, inscrite au R.C.S. Luxembourg section B n° 163.737, constituée suivant acte reçu par le Me Paul Decker en date du 29 septembre 2011, publiée au Mémorial C du 17 novembre 2011 N°2806,

ici représentée par Madame Jessy Bouché, employée privé, demeurant professionnellement au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 16 mars 2013, laquelle, signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société CanCorpEurope S.à r.l., ci-après la «Société», société à responsabilité limitée ayant son siège social L-1836 Luxembourg, 23 rue Jean Jaurès, inscrite au R.C.S. Luxembourg section B n° 168.218, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 11 avril 2012, publiée au Mémorial C du 23 mai 2012 N°1281.

- Tout ceci ayant été déclaré, la comparante, représentée comme dit ci-avant, détenant cent pour cent (100%) du capital de la Société, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent cinquante-sept mille cinq cent euros (EUR 157.500,-), en vue de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à cent soixante-dix mille euros (EUR 170.000,-), par la création de mille deux cent soixante (1260) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes.

Souscription et Libération

Les mille deux cent soixante (1260) parts sociales nouvelles ont été intégralement souscrites par l'associée unique et libérées par un apport mixte moyennant un versement en espèces à hauteur à soixante mille cent euros (EUR 60.100,-) et moyennant conversion en capital de créances certaines, liquides et immédiatement exigibles que l'associé unique détient sur la Société à hauteur d'un montant total de quatre-vingt-dix-sept mille quatre cents euros (EUR 97.400,-) de sorte que la somme de soixante mille cent euros (EUR 60.100,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant et la preuve de la détention et de la valeur des créances a été donnée au notaire instrumentant au moyen d'une déclaration du conseil de gérance et de l'associé unique.

Deuxième résolution

L'assemblée approuve la situation comptable de la Société au 28 février 2013 et décide de transformer la société à responsabilité limitée "CanCorpEurope S.à.r.l." en société anonyme, avec la dénomination "CanCorpEurope S.A.", sans changement de la personnalité juridique de la Société mais avec modification de la représentation du capital social par mille sept cent cinquante (1.700) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, sur la base de la susdite situation comptable et sur le vu d'un rapport d'un réviseur d'entreprises, la société ALTER AUDIT S.à.r.l, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 110 675, ayant son siège social au 2, place de Strasbourg, L- 2562 Luxembourg, représentée par Monsieur Bruno Abbate

lequel rapport conclut comme suit:

«En conclusion, sous réserve de la réalisation préalable des apports de créance et de numéraire pour EUR 157.500, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que l'actif net est surévalué. L'actif net qui sera d'un montant de EUR 41.596,07 n'est pas inférieur au capital social minimum applicable pour une société anonyme, soit un montant de EUR 31.000.»

Cette conversion est faite avec effet à la date de ce jour.

Troisième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée arrête les statuts de la société anonyme, suivant projet soumis préalablement à l'associé unique et approuvé par ce dernier, et décide d'introduire une version anglaise aux statuts en soulignant qu'en cas de divergence entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra. Les statuts se lisent dorénavant comme suit:

Version anglaise

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is established hereby a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies and notably by the law dated 25 August 2006 and by the present articles of association.

The company exists under the name of "CanCorpEurope S.A.".

Art. 2. The registered office of the company is established in Luxembourg City.

The registered office may be transferred to any other place in the municipality by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purpose of the company is (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations, of Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings) and receivables, claims or loans or other credit facilities and agreements or contracts relating thereto, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

The company may borrow in any form whatsoever. It may enter into any type of loan agreement and it may issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities including under one or more issuance programmes. The company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The company may also give guarantees and grant security interests over some or all of its assets including, without limitation, by way of pledge, transfer or encumbrance, in favour of or for the benefit of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The company may generally use any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limiting. The company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the company, provided it is not inconsistent with the foregoing matters.

In general, the company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its purpose.

The company may carry out any commercial, industrial, and financial operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which may favour its development. In addition, the company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The share capital is set at one hundred seventy thousand EURO (170,000.- EUR) represented by one thousand seven hundred (1,700.-) shares with a par value of one hundred EURO (100.- EUR) each.

Art. 6. Shares will be issued in registered form only. Should the company have more than a single shareholder, shares are only transferable subject to the prior approval of the general meeting of shareholders upon unanimous consent, on the transfer, the number of share to be transferred and the transferee (whether shareholder or not).

A share register of the company shall be kept at the registered office of the company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, its residence or elected domicile, the number of shares held by it, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the date of such transfer. The ownership of shares will be established by the entry in this register. Towards the company, shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the company.

Art. 7. Shares shall rank *pari passu* and be identical in all respects, have equal voting rights, dividend and liquidation rights, without prejudice to the rights as they shall then be determined by these articles of association and a supplementary documentation entered into by the shareholders (but not limited to them) if any. For the avoidance of doubt and without prejudice of any subordination clause provided in the supplementary documentation entered into by the shareholders (but not limited to them) if any and to the extent permitted therein as the cas may be, each share is entitled to dividend distributions in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions, which the board of directors shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares, which are not fully paid up.

Art. 9. The subscribed share capital of the company may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the articles of association. The company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The board of directors is authorised to approve share premium contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by it, within the limit prescribed by law. A share premium contribution without the issuance of new shares shall be booked in a "share premium" account in accordance with the law. The board of directors may decide on the use of the funds contributed to the company as share premium contributions without the issuance of new shares.

Title III. - Management

Art. 10. The company must be managed by a board of directors consisting of at least three (3) directors including one class A director with a maximum of two (2), and at least two (2) class B directors, who need not to be shareholders. A legal entity may be a member of the board of directors. In such a case, its permanent representative shall be appointed or confirmed in compliance with the law.

Directors are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six (6) years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six (6) years from the date of his election.

In the event of vacancy of a member of the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors thus appointed may meet and elect, by a majority of casted votes, a director of the same relevant class to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

Art. 11. The board of directors shall elect a chairman from among its members, provided that the class A director shall not be appointed as chairman. If the chairman is unable to be present, he will be replaced by a director elected for this purpose from among the directors present at the meeting.

All decisions of the board of directors shall be taken at a meeting of the board of directors held in Luxembourg.

The meetings of the board of directors are convened as often as the interest of the company so requires, by the chairman or by any director. The meeting of the board of directors must be convened upon the call of two (2) directors. A convening notice for any meeting of the board of directors shall be sent to all the members of the board of directors in writing, or by fax or e-mail, at least three (3) calendar days before the date of the meeting except (i) in case of urgency or (ii) if all the directors are present or represented at the meeting and waive the convening formalities or (iii) if all the directors waive the convening formalities in writing, or by fax or e-mail, at or prior to the meeting. Furthermore, no

specific convening notice shall be required for meetings of the board of directors to be held on dates previously scheduled and determined by the board of directors.

The board of directors can only validly meet and make decisions if all directors are present or represented by proxies. Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing another director as his proxy. A director may also appoint by phone or email another director as his proxy, which is to be confirmed in writing at a later stage.

All decisions passed by the board of directors require a simple majority of casted votes.

A director may also participate in a meeting of the board of directors by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the directors taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a director in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the company. The decisions of the board of directors will be recorded in minutes to be held at the registered office of the company and to be signed by the directors attending, or by the chairman of the board of directors or the chairman pro tempore, as the case may be.

The minutes of a meeting of the board of directors shall be signed by the chairman. Extracts shall be certified by any class B director.

Notwithstanding the foregoing, resolutions of the board of directors may also be passed in writing in which case such circular resolutions shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. Such circular resolutions are deemed to be passed in Luxembourg.

Art. 12. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

Art. 13. No contract or other transaction between the company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that one or more of the directors or duly authorized agents of the company is interested in, or is a director, manager or associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or duly authorized agent of the company who renders services as a director, manager, officer or employee of any company or firm with whom the company shall contract or be otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or duly authorized agent of the company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the board of directors conflicting with that of the company, such director or agent shall inform forthwith the board of directors of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such circumstance shall be reported to the next following meeting of shareholders. For the purpose of this provision, the term «personal interest» shall include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors at its sole discretion.

Art. 14. Directors assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the company. As agents of the company, they are responsible for the correct performance of their duties.

The company shall indemnify and hold harmless any director or duly authorized agent (including their respective heirs, executors and administrators) against any expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his office with the company, or, at its request, of any other company of whom the company is a unitholder or creditor and from whom he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, the indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such party may be entitled.

Art. 15. Towards third parties, in all circumstances, the company shall be bound by the joint signatures of any two directors (including one Class B director) or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors, but only within the limits of such power.

Towards third parties, in all circumstances, the company shall also be, in case a managing director has been appointed in order to conduct the daily management and affairs of the company and the representation of the company for such daily management and affairs, bound by the single signature of the managing director, but only within the limits of such power.

Art. 16. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more directors who need to be a class B director, who will be called managing director(s).

However, the first managing director may be appointed by the general meeting of shareholders.

The board of directors may also confer powers and special mandates to any persons who need not to be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 17. Any litigation involving the company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the board of directors, represented by its chairman or by the duly authorized director.

Art. 18. The company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the company.

If there is only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the company. It shall have the broadest powers to order and/or ratify acts relating to the operations of the company.

Any general meeting shall be convened in compliance with the law.

The general meeting shall be convened upon the call of the shareholders representing at least ten per cent (10 %) of the company's share capital.

In case all the shareholders are present or represented and provided that they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication (if any).

Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be addressed to the company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

The shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Unless otherwise provided by law or by the articles of association, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the casted votes, regardless of the proportion of the capital represented.

When the company has a sole shareholder, his decisions are written resolutions.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the articles of association shall not validly deliberate unless at least one half of the company's share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the articles of association. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the articles of association or by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the company's share capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be passed by a two-third majority of the Shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title IV. - Supervision

Art. 19. Unless the law provides otherwise, the company is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six (6) years.

Art. 20. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the third Thursday of June at 14.00 o'clock. If such day is a Saturday, Sunday or a public holiday, the annual general meeting of shareholders will be held on the next following business day.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 21. The accounting year of the company shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 22. After deduction of any and all of the expenses of the company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the company. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it falls below the aforementioned threshold.

Subject to and without prejudice of section 7 above, the balance is at the disposal of the general meeting. The board of directors may pay interim dividends, in compliance with and to the extent permitted by the law and section 7 above.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 23. The company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations. Any distribution of liquidation proceeds (whether interim or otherwise) will be made in accordance with section 7 above.

Title VIII. - General provisions

Art. 24. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Version française:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La société existe sous la dénomination de «CancorpEurope S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet social (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, et intérêts, ainsi que les obligations de sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres de capital, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds communs de placement luxembourgeois ou étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre ligne de crédit, ainsi que les contrats y relatifs et (iii) la détention, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment des actifs décrits aux points (i) et (ii) ci-dessus).

La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut être partie à tout type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et de tous types de titres de dettes et de titres de capital, y compris en vertu d'un ou plusieurs programmes d'émissions. La société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant d'emprunts et/ou d'émissions de titres, à ses filiales, à ses sociétés affiliées et à toute autre société.

La société peut également consentir des garanties et octroyer des sûretés réelles portant sur tout ou partie de ses biens, notamment par voie de nantissement, cession, ou en grevant de charges tout ou partie de ses biens au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de ses sociétés affiliées ou de toute autre société.

La société peut conclure, délivrer et exécuter toutes opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêts de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

Les descriptions ci-dessus doivent être interprétées dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas restrictive. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la société participe et tous les contrats passés par la société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social décrit ci-avant.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

La société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de favoriser son développement. De plus, la société peut faire l'acquisition et procéder à la vente de propriétés immobilières pour son compte, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger et elle peut réaliser toutes les opérations afférentes à ces propriétés immobilières.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à cent soixante-dix mille euros (170.000,- EUR) représenté par mille sept cent (1.700,-) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Art. 6. Les actions de la société sont émises exclusivement sous forme nominatives.

Au cas où la société aurait plus d'un actionnaire, les actions sont cessibles uniquement moyennant l'accord unanime préalable de l'assemblée générale des actionnaires, sur la cession, le nombre d'actions concernées et le cessionnaire (qu'il soit actionnaire ou non).

Un registre des actionnaires de la société sera tenu au siège social de la société dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre devra indiquer le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre des actions détenues par lui, le montant payé sur chaque action et la cession d'actions et les dates de pareilles cessions. La propriété des actions nominatives sera établie par l'enregistrement dans ce registre. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis des actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Art. 7. Les actions ont un rang égal et sont identiques à tout égard, ont des droits de vote égaux, des droits aux dividendes et droits au boni de liquidation égaux, sans préjudice aux droits tels qu'ils seront à ce moment déterminés par ces statuts et toute documentation supplémentaire éventuellement conclue par les actionnaires (mais pas uniquement entre eux). Afin d'éviter tout doute, et sans préjudice de toute clause de subordination contenue dans la documentation supplémentaire éventuellement conclue par les actionnaires (mais pas uniquement entre eux) et sous réserve des dispositions d'une telle clause, chaque action donne un droit aux distributions de dividendes, proportionnellement au nombre d'actions émises.

Art. 8. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera périodiquement. Tout versement appelé s'imputera à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

Art. 9. Le capital social souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le conseil d'administration est autorisé à approuver les apports en prime d'émission, sans l'émission d'actions nouvelles par le biais d'un paiement en numéraire ou un paiement en nature, soumis aux modalités et conditions fixées par elle, au sein de la limite prescrite par la loi. Un apport en prime d'émission, sans l'émission d'actions nouvelles doit être enregistré au compte "prime d'émission" en conformité avec la loi. Le conseil d'administration peut décider de l'usage des fonds apportés à la société comme apport en prime d'émission sans l'émission d'actions nouvelles.

Titre III. Administration

Art. 10. La société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, dont au moins un administrateur de catégorie A avec un maximum de deux (2), et au moins deux (2) administrateurs de catégorie B.

Une personne morale peut être membre du conseil d'administration. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la loi.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six (6) ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Tout administrateur élu sans indication de la durée de son mandat, est réputé avoir été élu pour une durée de six (6) ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des voix exprimés, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement ainsi effectué.

Art. 11. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres (à l'exclusion de tout administrateur de catégorie A) un président. En cas d'empêchement du président, il sera remplacé par un administrateur élu à cet effet parmi les administrateurs présents à la réunion.

Toute décision du conseil d'Administration devra être prise lors d'une réunion dudit conseil tenue à Luxembourg.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de tout administrateur, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Toute convocation pour une réunion du conseil d'administration devront être envoyées à tous les membres du conseil d'administration par écrit, ou par fax ou par e-mail, au moins trois (3) jours calendaires avant la date de la réunion sauf (i) en cas d'urgence ou (ii) si tous les administrateurs sont présents ou représentés lors de la réunion et renoncent aux formalités de convocation ou (iii) si tous les administrateurs renoncent aux formalités de convocation par écrit, ou par fax ou par e-mail, au moment de la réunion ou avant celle-ci. En outre, aucune convocation particulière ne sera nécessaire pour des réunions du conseil d'administrations à tenir à des dates précédemment fixées et déterminées par ledit conseil

Le conseil d'administration ne peut valablement se réunir et statuer que si tous les administrateurs sont présents ou représentés par procuration. Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit un autre administrateur en tant que mandataire. Un administrateur peut également désigner par téléphone ou email un autre administrateur en tant que mandataire, une telle désignation étant à confirmer ultérieurement par écrit.

Toute décision du conseil d'administration exige une majorité simple des voix exprimées.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les administrateurs qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un administrateur à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil d'administration seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la société et signé soit par les administrateurs présents, soit par le président du conseil d'administration soit celui pro tempore, le cas échéant.

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration devront être signés par le président. Les extraits seront certifiés par un administrateur de catégorie B.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, les décisions du conseil d'administration peuvent également être prises par écrit, et dans ce cas, de telles résolutions circulaires consisteront en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signées par tous les membres dudit conseil sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. De telles résolutions circulaires seront considérées comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Art. 13. Aucun contrat conclu ou aucune transaction conclue entre la société et toute autre société ou entreprise ne pourront être viciés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou entreprise ou seraient un administrateur, gérant, associé, fondé de pouvoir ou employé de telle autre société ou entreprise.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la société qui est administrateur, gérant, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la société passe des contrats ou est autrement en relation d'affaires ne sera pas, pour cette raison, privé du droit de délibérer, de voter ou d'agir en ce qui concerne les matières en relation avec ce contrat ou ces affaires.

Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoir de la société aurait un intérêt personnel dans une transaction soumise à l'approbation du conseil d'administration, en conflit avec la société, cet administrateur ou fondé de pouvoir devra en informer le conseil d'administration et ne délibérera pas ni ne prendra part au vote concernant cette transaction; un rapport devra être fait au sujet de cette transaction à la prochaine assemblée des actionnaires. Pour les besoins de cette disposition, le terme «intérêt personnel» s'entend de toute relation ou intérêt qui pourrait exister de quelque manière, en quelque qualité ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute autre société ou entité déterminée périodiquement par le conseil d'administration à son entière discrétion.

Art. 14. Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de la bonne exécution de leur mandat.

La société indemniserait tout administrateur ou fondé de pouvoir (en ce compris ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs) des dépenses raisonnablement occasionnées par toute action, poursuite ou procès auquel il aurait été partie en raison de son mandat au sein de la société ou, à la demande de la société, au sein de toute autre société dont la société est actionnaires ou créancière et pour lequel il n'aurait pas droit à une indemnisation, à moins qu'il ne soit condamné de manière définitive à l'issue d'une telle action, poursuite ou procédure pour faute grave ou dol. Dans l'hypothèse d'une transaction, une telle indemnité ne sera accordée que pour les matières ainsi traitées dont la société aura été informée par son conseiller juridique que l'administrateur ou le fondé de pouvoir n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le présent droit à l'indemnisation n'exclut en aucun cas d'autres droits auxquels l'administrateur ou le fondé de pouvoir aurait droit.

Art. 15. Envers les tiers, en toutes circonstances, la société sera engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs (dont un administrateur de catégorie B) soit par la signature individuelle de toute personne à qui un pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la société sera engagée, en cas de désignation d'un administrateur-délégué en charge de la gestion journalière et les opérations courantes de la société et pour la représentation de la société dans le cadre de cette gestion et ces opérations courantes, par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs devant être de catégorie B, qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Toutefois, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous dirigeants et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 17. Les actions judiciaires concernant la société, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, les poursuites et diligences sont exercées par son président ou un administrateur délégué désigné à ces fins.

Art. 18. La société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner et/ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation et de publication le cas échéant.

Les actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de pourront demander l'ajout d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale d'actionnaires. Cette demande devra être envoyée au siège social par courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant la date de l'assemblée.

Chaque action donne droit à un vote. Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présents, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont prises sous forme de résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 19. Sauf disposition contraire de la loi, la société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6°) années.

Titre V. Assemblée générale

Art. 20. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le troisième jeudi du mois de juin à 14.00 heures.

Si ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 21. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 22. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois

être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Sous réserve et sans préjudice de tout accord ou arrangement conclu éventuellement entre les actionnaires de la société, le solde est à la disposition de l'assemblée générale. Le conseil d'administration peut procéder à la distribution d'acompte sur dividendes conformément et sous réserve de la loi et de l'article 7 ci-dessus.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 23. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments. Toute distribution pendant la période de liquidation (que ce soit à titre d'avance ou autrement) sera effectuée conformément à l'article 7 ci-dessus.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 24. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Quatrième résolution

L'assemblée décide que l'exercice en cours se terminera le 31 décembre 2013, et que la première assemblée générale annuelle se réunira le troisième jeudi du mois de juin 2014.

Cinquième résolution

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux gérants de la Société, à savoir:

- a) Monsieur David Giraud, dirigeant, résident professionnellement F-75008 Paris, 52 rue de Bassano, et
- b) M^e Olivia Kirsch, Avocat à la Cour, résident professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23 rue Jean Jaurès, pour la mission exercée par eux jusqu'à ce jour.

Sixième résolution

L'assemblée décide de procéder à la nomination d'un conseil d'administration composé de 3 (trois) membres.

Leur mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2018.

Sont nommés administrateurs:

Administrateur de Catégorie A:

- Monsieur David Giraud, dirigeant, né le 29 mai 1967 à Marseille (F) résident professionnellement à F-75008 Paris, 52 rue de Bassano,

Administrateurs de Catégorie B:

- Monsieur Alain Heinz, administrateur de sociétés, né le 17 mai 1968 à Forbach (F) résident professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121 Avenue de la Faïencerie;

- M^e Olivia Kirsch, Avocat à la Cour, née le 11 juillet 1973 à Uccle (Belgique) résident professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23 rue Jean Jaurès;

Elle nomme encore comme réviseur d'entreprise agréé conformément à l'article 69 (3) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises telle que modifiée, la société Ernst & Young S.A. ayant son siège social situé au 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, Luxembourg, L-5365 Munsbach et inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 47 771

Son mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Toutes les résolutions ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié les conditions prévus par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente transformation, est évalué sans nul préjudice à la somme de EUR 1.500,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture et interprétation de tout ce qui précède au mandataire de la partie comparante, cette dernière a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: J. BOUCHE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 25 mars 2013. Relation: RED/2013/457. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 28 mars 2013.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013040995/543.

(130050933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Incubation Capital I, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 176.187.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of the month of March

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) Incubation Capital S.à r.l., in abridged form "Incubation Capital", incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, represented by Eva Brauckmann, Volljuristin, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 21 March 2013.

2) Martin Saidler, professionally residing at Binzstraße 18, 8045 Zurich, Switzerland, represented by Eva Brauckmann, Volljuristin, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 13 February 2013.

The proxies signed "ne varietur" by all the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves:

Title I. - Denomination, Registered office, Duration, Object

Art. 1. Name of the Company. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares (the "Shareholders") of the Company (as defined hereafter) hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "Incubation Capital I" (the "Company").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined hereafter). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and, to the extent permitted by law, to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. Without prejudice to the General Partner's powers pursuant to Article 13, the Company is established for a period of five (5) years, it being noted that the Company may be dissolved prior to its term by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"). The Company may by decision of the General Partner be continued for two (2) additional periods of one year each. Following the second extension, the General Partner may propose to the Shareholders a further extension of the life of the Company. Any such further extension must be approved by a majority of two-thirds of the votes cast at the general meeting of Shareholders provided that Shareholders who do not intend to participate in a further extension of the life of the Company will be granted the right to have their Shares redeemed before the date on which this extension of the Company's life becomes effective.

The Company shall not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances Article 14 will apply.

Art. 4. Purpose. The exclusive object of the Company is to place directly or indirectly the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may secure the payment of any moneys, the discharge of any liabilities and the observance or performance of any kind of obligations by the Company or its subsidiaries by any charge over the whole or any part of the assets of the Company including, but not limited to, the shares it holds in its subsidiaries.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law of 2007") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007.

Title II. - Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The capital of the Company will be represented by Shares without nominal value and will at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 24 hereof.

The capital of the Company will be represented by two categories of Shares, namely management shares held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandite) ("Management Shares") and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) ("Ordinary Shares") of the Company.

Each Ordinary Share and Management Share will be referred to as a "Share" and collectively as the "Shares", whenever the reference to a specific category of Shares is not justified.

Ordinary Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law of 2007 ("Eligible Investors").

The initial capital is set at CHF thirty-eight thousand Swiss Francs (CHF 38,000.-) divided into one (1) Management Share and three hundred and seventy-nine (379) Ordinary Shares fully paid-up and without nominal value. The minimum capital of the Company will be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

The Ordinary Shares to be issued in the Company may, as the General Partner will determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which will be established by the General Partner.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares will, if not expressed in Swiss Franc, be converted into Swiss Franc and the capital will be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of holders of Shares of a Class, deciding with simple majority, may consolidate or split the Shares of such Class.

Art. 6. Issuance of Ordinary Shares. The General Partner is authorised during a period of 30 months starting at the date of the first closing (as defined in the private placement memorandum (the "PPM") and referred to herein as the ("Initial Closing") or such other period as may be determined by the General Partner, to issue without limitation an unlimited number of fully paid up Ordinary Shares in each Class (if any) on one or more closings (as defined in the PPM and referred to as a "Closing") without reserving to the existing Shareholders a preferential subscription right.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Ordinary Shares shall be issued. The General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the PPM.

Furthermore, the General Partner may temporarily discontinue or finally suspend the issuance of Ordinary Shares without any prior notice to Shareholders, if the General Partner determines that this is in the best interest of the Company and the existing Shareholders.

In respect of each Closing, the General Partner will, at its sole discretion, decide that investors have either to commit to subscribe to Shares or may directly subscribe to Shares. In case the General Partner decides that investors have to commit to subscribe for Shares, investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment as may be decided by the General Partner.

Investors wishing to subscribe for Ordinary Shares or existing Shareholders wishing to subscribe for further Ordinary Shares after the Initial Closing will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total Commitments. The minimum Commitment for Ordinary Shares shall be CHF 0.5 million, unless the General Partner in its discretion accepts a lower amount. The General Partner may in its discretion accept or refuse an offer to subscribe for Ordinary Shares made by an investor. No subscription will be accepted more than 30 months after the Initial Closing.

If a subscription is accepted by the General Partner, Commitments received from investors may be drawn down by the General Partner, in whole or in part, during a period of maximum 30 months after the Initial Closing (the "Commitment Period") or such shorter period as may be defined from time to time by the General Partner and disclosed in the PPM.

Commitments will cease to be available for draw-down after the expiry of 30 months period from the Initial Closing; provided however that Commitments may be drawn down thereafter for a period of 12 months to the extent necessary

(i) to pay fees, expenses and liabilities of the Company, (ii) to complete any investments that have been committed to during the Commitment Period or (iii) to make any follow-on investments in existing transactions, in this latter case up to a maximum of 10% of Commitments. After the expiry of the additional 12 months period following the end of the Commitment Period, Commitments will cease to be available for drawdowns.

Before drawing down Commitments pursuant to above paragraph, the General Partner shall examine other possible funding arrangements and select the most appropriate funding arrangement.

The General Partner shall, subject to its knowledge, give the Shareholders an estimate as to the likely extent of such obligations at the end of the Commitment Period and again at the end of the additional 12 months period.

In no event will an investor be required to make a capital contribution at any time in any amount in excess of its total Commitment.

The price per Ordinary Shares at which Ordinary Shares are issued at the Initial Closing shall be the initial subscription price of CHF 100. Until the end of the lock-up period referred to in Article 10 below, Ordinary Shares will be issued after the Initial Closing at the subscription price determined at the discretion of the general partner and disclosed in the PPM. Thereafter the price per Ordinary Shares at which the Ordinary Shares of each Class are issued shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class, as at the most recent Valuation Date determined in compliance with Article 24.

The General Partner may make such adjustments to the calculation of the Net Asset Value and the resulting subscription price per Ordinary Share as it may consider appropriate to ensure fairness between all Shareholders.

The General Partner may rely on advice from its advisors in quantifying the likely amount of any estimated tax liabilities and take such other advice as they consider appropriate before making a determination as to the appropriate adjustment to the Net Asset Value calculation.

Each new Shareholder may also be required (to the extent not already included in the Net Asset Value pursuant to Article 24) to pay on subscription its pro rata share (as determined by the General Partner) of the costs of establishment, organisation and administration of the Company, acquisition fees, disposal fees, financing fees and other fixed fees recalculated from the Initial Closing date as if all Shareholders had been admitted to the Company and had subscribed for their Commitments at the time of the Initial Closing.

Where a new Shareholder subscribes for Ordinary Shares, then on the succeeding dates on which Commitments are drawn down by the General Partner, the General Partner shall draw down the entirety of such Commitments from the new Shareholder until the proportion of the total Commitments of the new Shareholders drawn down pursuant to this paragraph shall equate to the proportion of the Commitments of the existing Shareholders that have already been drawn down.

The issue price, as determined by the General Partner of the Ordinary Shares subscribed shall be payable within the time limit as determined from time to time by the General Partner which shall not be later than fifteen business days from the relevant issue date or Valuation Day. The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Ordinary Shares to be issued and to deliver them.

The Company may agree to issue Ordinary Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets which could be acquired by the Company pursuant to its investment policy and restrictions, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company.

If at any time a Shareholder who has committed to subscribe for Ordinary Shares fails to honour its commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Shareholder") and referred to in the PPM, the General Partner has the authority, in addition to legal remedies, to charge interest on the resulting unpaid amount at 4% per annum above European Central Bank's base rate from time to time. If the unpaid amount, plus interest thereon, is not paid within 30 calendar days, the General Partner shall have the right to:

- a) impose damages corresponding to 10% of the amount committed by the investor;
- b) set off any distributions to the Defaulting Shareholder until any amounts owing to the Company have been paid in full;
- c) compulsorily redeem the Ordinary Shares of the Defaulting Shareholder as described in Article 9 below upon payment to such Defaulting Shareholder of an amount equal to 85% of the Net Asset Value of its shareholding in the Company payable at the time of liquidation of the Company;
- d) reduce or terminate the Defaulting Shareholder's Commitment;
- e) exercise any other remedy available under applicable law;
- f) offer the non-defaulting investor the right to purchase the Defaulting Shareholder's interest in the Company at a price equal to the Net Asset Value of the interest in the Company; and
- g) admit new investors in order to replace the Defaulting Shareholder.

The General Partner is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the Shares.

The issue of Shares will be suspended if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 25 hereof.

Any costs incurred in connection with a contribution in kind will be borne by the relevant Shareholder.

The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Ordinary Shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each Shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds Ordinary Shares in the Company, will hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other Shareholders of the relevant Class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 7. Register of Shares. All Shares of the Company will be issued in registered form.

Unless specifically requested by a Shareholder, the Company will not issue Share certificates and Shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If a Shareholder desires to obtain Share certificates, correspondent costs may be charged to such Shareholder.

Any Share certificate will be signed by the General Partner.

If Share certificates are issued and if any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it will be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued will become void.

The Company may, at its election, charge the Shareholder for the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original Share certificate.

Fractions of Shares up to three decimal places will be issued if so decided by the General Partner. Such fractional Shares will not be entitled to vote but will be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

A Share register (the "Register") will be kept by a person responsible for the maintenance of the Register appointed by the General Partner, and such Register will contain the name of each owner of Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the bank wiring details of the Shareholder.

The inscription of the Shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered Shares.

Shareholders will provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The Company recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single person to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Art. 8. Transfer of Ordinary Shares - Restrictions. Any transfer of Ordinary Shares is subject to the prior consent of the General Partner.

Notwithstanding the above, transfers of Ordinary Shares may be made to affiliates of the Shareholder without the approval of the General Partner unless the transfer is a transfer prohibited pursuant to paragraphs (a) to (e) below.

Shareholders must give the General Partner 30 calendar days' prior notice of all proposed transfers and all transfers are subject to the transferee providing the General Partner with appropriate anti-money laundering documentation and, while the transferor has outstanding Commitments, proof that the transferee has sufficient covenant strength to satisfy its obligations in relation to the transferred Commitment. The General Partner shall not unreasonably withhold its consent to a transfer of Ordinary Shares; provided however that the General Partner shall be entitled to refuse the transfer of Ordinary Shares in the following circumstances:

- a) if the General Partner reasonably considers that the transfer would cause the Company to be dissolved;
- b) if the transfer is to a U.S. Person (as defined in Article 9 below);
- c) if the General Partner considers that the transfer would violate any applicable law, and in particular the Law of 2007, regulation or any term of these Articles;
- d) if the General Partner considers the transferee to be a competitor of the Company or of inappropriate creditworthiness; and
- e) save in the case of an otherwise permitted transfer to an affiliates, if the transfer would result in the transferor or transferee holding Ordinary Shares representing a Commitment of less than CHF 500,000; for the avoidance of doubt this shall not apply to a transfer that includes all Ordinary Shares of the transferor.

If the transfer is refused for a reason pursuant to (a) to (e) above the General Partner shall inform the transferor of such reason and provide reasonable evidence thereof.

These provisions also apply during the Commitment Period. Any transfer of Ordinary Shares made otherwise than in accordance with the provisions of these Articles shall be void and shall not be registered in the register of Shareholders of the Company.

Ordinary Shares may only be transferred subject to the procedure set out hereunder.

If a Shareholder (the "Requesting Shareholder") wishes to make a transfer of one or more Ordinary Share(s) (the "First Proposed Transfer"), the Requesting Shareholder shall give 30 calendar days prior notice in writing to the General Partner indicating the number and class of Ordinary Shares concerned (the "Proposed Shares"), details as to the proposed transferee (in particular name, direct and indirect shareholders (if a legal entity) (the "Proposed Transferee"), the consideration for which the Proposed Shares are to be transferred and such other details as the General Partner may reasonably require). The General Partner shall within a period of 10 business days inform the Requesting Shareholder whether the First Proposed Transfer is approved (an "Approved Transfer").

If the First Proposed Transfer is an Approved Transfer, the Requesting Shareholder may Transfer the Proposed Shares to the Proposed Transferee within a period of 10 business days. If the Approved Transfer has not been completed in such period it will no longer be an Approved Transfer and the procedure set out hereabove shall again apply.

If the First Proposed Transfer is not an Approved Transfer, the Proposed Transfer may not be made by the Requesting Shareholder.

In the case of a transfer that is not an Approved Transfer, if the same Requesting Shareholder gives prior written notice to the General Partner as to a new proposed transfer of the same Proposed Shares (the "Second Proposed Transfer") to a transferee other than the Proposed Transferee (the "Second Proposed Transferee"), unless within a period of 10 business days, upon notification by the General Partner, the Company or the other existing Shareholders of the Company offer to repurchase or acquire, as the case may be, the Proposed Shares, the Second Proposed Transfer shall be an Approved Transfer and the Requesting Shareholder may Transfer the Proposed Shares to the Second Proposed Transferee upon the terms set out in the notice. For the avoidance of doubt, no transfer is permitted in the circumstances outlined in paragraphs (a) to (e) above.

If the Company or one or more of the existing Shareholders have offered to repurchase or acquire the Proposed Shares under the Second Proposed Transfer from the Requesting Shareholder, the Requesting Shareholder shall transfer the Proposed Shares to the Company or one or more of the existing Shareholders.

Any Approved Transfer of Shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more managers of the General Partner or by one or more persons duly authorised thereto by the General Partner. If Share certificates were issued, the transferor shall remit the relevant share certificates to the Company and the Company will issue new share certificates to the transferee, if so requested.

The Management Shares held by the General Partner are exclusively transferable to a successor or additional general partner with unlimited liability.

Art. 9. Restriction on ownership. The General Partner will have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Ordinary Shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as Eligible Investor; (b) any person, firm or corporate body not qualifying as an Eligible Investor, (c) any person, firm or corporate body in breach of the law or requirement of any country or governmental authority, (d) any person, firm or corporate body in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, or (e) any person, firm or corporate body would not comply with specific eligibility criteria for a specific Class as determined by the General Partner and laid down in the PPM of the Company. Such persons, including any U.S. Persons, as defined hereafter, firms or corporate bodies to be determined by the General Partner being referred to as "Prohibited Persons". More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares in the Company by Prohibited Person and for such purposes the Company may:

a) decline to issue any Ordinary Shares or to register any transfer of any Share where it appears to it that such registry would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person who is precluded from holding such Ordinary Shares or might result in beneficial ownership of such Shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the General Partner exceeding the maximum percentage fixed by the General Partner of the Company's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are Shareholders of the Company exceeds a number fixed by the General Partner (the "maximum number");

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Share rests or will rest in a Prohibited Person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the General Partner; and,

c) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of Ordinary Shares or hold Ordinary Shares in excess or a maximum percentage, as may be determined from time to time by the General Partner or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees determined by the General Partner, (i) direct such Shareholder to (a) transfer his Ordinary Shares to a person qualified to own such Ordinary Shares, or (b) request the Company to redeem his Ordinary Shares, or (ii) compulsorily redeem from any such Shareholder all Ordinary Shares held by such Shareholder in the following manner:

1) The Company will serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the Shareholder holding such Ordinary Shares or appearing in the Register as the owner of the Ordinary Shares to be redeemed, specifying the Ordinary Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Ordinary Shares, and the place at which the redemption price in respect of such Ordinary Shares is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder will thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Ordinary Shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such Shareholder will cease to be a Shareholder and the Ordinary Shares previously held or owned by him will be cancelled;

2) The price at which the Ordinary Shares specified in any redemption notice will be redeemed (herein called the "redemption price") will be an amount equal to the Net Asset Value per Share of Ordinary Shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 24 hereof, or any other amount specified in the PPM of the Company, less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the Shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the Shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability will not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the Shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the currency in which the Net Asset Value of the Shares of the Class concerned is determined and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a Share certificate has been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Ordinary Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Ordinary Shares specified in such redemption notice will have any further interest in such Ordinary Shares or any of them, or any claim against or in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article will not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Ordinary Shares by any person or that the true ownership of any Ordinary Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith;

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" will have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which will come into force within the United States of America and which will in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further defines the term "U.S. Person".

The General Partner may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 10. Redemption of Shares. The Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the PPM of the Company, the holders of Ordinary Shares may request the redemption of his/her/its Shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the General Partner in the PPM and within the limits provided by law and these Articles. Any redemption request must be filed by the holders of Ordinary Shares in written form, subject to the conditions set out in the PPM of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Ordinary Shares, together with the delivery of the certificate(s) for such Shares in proper form (if issued).

The General Partner may determine any lock-up period as disclosed in the PPM of the Company during which holders of Ordinary Shares will not be authorised to request the redemption of their Shares.

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the PPM, the redemption price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class of Ordinary Shares as determined in accordance with the provisions of Article 24 hereof less a redemption charge, if any, as the PPM may provide.

For the purposes of calculating the Net Asset Value, the administrative agent will carry out a full valuation of the assets of the Company. Any costs of the Net Asset Value calculation and of the portfolio valuation will be covered by the redeeming Shareholder.

The redemption price may be reduced by disposal costs and the breakage costs of financing or potential tax liabilities, if any, and an accrual of performance fees, if any, payable to any investment advisor, as the General Partner may from time to time decide.

This redemption price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the General Partner may determine, and such rounding will accrue to the benefit of the Company, as the case may be. The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period as determined by the General Partner provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 23 hereof.

The General Partner may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes of Ordinary Shares. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of Ordinary Shares and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be published in the PPM relating to the sale of such Shares.

The General Partner may delegate to any duly authorised officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The General Partner may (subject to the principle of equal treatment of shareholders and, if required by the applicable laws and regulations, the consent of the Shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming Shareholders investments from the portfolio in value equal to the applicable redemption price attributable to the Ordinary Shares to be redeemed as described in the PPM. If required by the applicable laws and regulations, any such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, if any, will have to be borne by the holders of Ordinary Shares requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption of Ordinary Share is revocable under the conditions determined by the General Partner and disclosed in the PPM, if any, and in the event of suspension of redemption pursuant to Article 25 hereof or a deferral of the redemption request as provided for below. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day (as defined below) after the end of the suspension.

If on any given Valuation Day, redemption requests for Ordinary Shares exceed a certain level determined by the General Partner and set forth in the PPM, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the relevant Class and of the Company. On the next Valuation Day following that period, these redemption requests will be met in priority to a later request, subject to the same limitation as above.

The General Partner may with respect to any holder of Ordinary Shares further suspend the redemption rights of such holder of Ordinary Shares if the General Partner deems it necessary to do so to comply with anti-money laundering laws and regulations or any other legal requirement applicable to the Company, any of its service providers and their respective affiliates.

The General Partner may also suspend the redemption rights of any holder of Ordinary Shares if in its opinion the effect of such redemptions would be to seriously impair the Company's ability to operate or to jeopardise its tax status.

The General Partner may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the General Partner and disclosed in the PPM, if any, or any other amount the General Partner should determine at its sole discretion.

If a redemption was to reduce the value of the holdings of a single holder of Ordinary Shares of one Class below the minimum holding amount as the General Partner shall determine from time to time, then that shareholder may be deemed to have requested the redemption, as the case may be, of all his/her/its Shares of that Class.

The General Partner may, at its absolute discretion, compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the General Partner and to be published in the PPM of the Company.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by the Company and the related difficulties in determining the Net Asset Value of Ordinary Shares, the treatment of redemption requests may be deferred and/or the issue, redemptions and conversions of Ordinary Shares suspended by the General Partner.

In the same circumstances, the General Partner may consider the creation of side-pockets via any means and to the largest extent authorised pursuant to applicable Luxembourg laws and regulations and subject to the prior approval of the Luxembourg supervisory authority.

In addition to the foregoing, the General Partner may decide to temporarily suspend the redemption of Ordinary Shares if exceptional circumstances as set forth in Article 23, so warrant.

In addition, a dilution levy may be imposed on any redemption requests for Ordinary Shares. Any such dilution levy should not exceed the percentage of the Net Asset Value per Ordinary Share, as may be decided in the discretion of the General Partner and disclosed in the PPM.

The General Partner may also impose on any holder of Ordinary Shares having requested the redemption of all or part of his/her/its Shares to pay a disposal fee and to support the valuation fees of an investment resulting from the redemption.

The Company may at the entire discretion of the General Partner propose the redemption of Ordinary Shares up to the amount and under the conditions as indicated by the General Partner in a notice sent to the Shareholders. Redemptions of Ordinary Shares shall normally be effected pro rata to the respective number of Shares held by each Shareholder.

The Redemption Notice will be sent to the person(s) appearing in the Register, specifying the number of Ordinary Shares to be redeemed and the date on which such redemption will be effective (the "Redemption Date").

Immediately after the close of business on the Redemption Date specified in the Redemption Notice (and whether or not such holder(s) of Ordinary Shares shall have provided the bank account information required below) such holder(s) of Ordinary Shares shall cease to be the owner(s) of the Ordinary Shares referred to in the Redemption Notice and his / their name shall be removed as the holder(s) of such Ordinary Shares from the register of shareholders. Any such person will cease to have any rights as a Shareholder in the Company with respect to the Ordinary Shares so redeemed as from the close of business of the Redemption Date specified in the Redemption Notice referred to above.

In any case, the Redemption Notice shall be served upon holder(s) of Shares by sending the same by registered mail addressed to such holder(s) of Ordinary Shares at his (their) last address appearing in the register of shareholders or known to the Company. The holder(s) of Shares participating in the redemption shall thereupon forthwith be requested to indicate a bank account to which the Redemption Price for his (their) redeemed Ordinary Shares to be transferred to.

Ordinary Shares shall be redeemed on the basis Net Asset Value as determined pursuant to Article 24 hereof.

Payment of the Redemption Price shall be made by the Company to the bank account indicated by the holder(s) of Shares concerned or as may be agreed between the parties. In the event that the holder(s) of Shares concerned does not indicate a bank account to which the Redemption Price shall be transferred, the Company may either deposit such amount on an account opened for such purpose or send a cheque for such amount to the last address of such holder(s) of Shares appearing in the Register or known to the Company, each time at the sole risk and cost of the holder(s) of Shares concerned. Upon transfer or deposit of the Redemption Price or the posting of a cheque as aforesaid, no person interested in the relevant Shares redeemed pursuant to the Redemption Notice shall have any further interest in the Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof or of the Redemption Price.

The Company reserves the right, in its absolute discretion, subject always to applicable Luxembourg laws and regulations, to make redemptions in kind to Shareholders, including in respect of securities that are not freely tradable.

Ordinary Shares of the capital of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Title III. - Liability of holders of shares

Art. 11. Unlimited / limited liability. The holders of Management Shares ("Unlimited Shareholders") are jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company which can not be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares (the "Limited Shareholders") will refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and will only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and outstanding commitments and other liabilities towards the Company. In particular the owners of Ordinary Shares will not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

Title IV. - Management and Supervision

Art. 12. Management. The Company will be managed by "Incubation Capital S.à r.l., in abridged form "Incubation Capital", (the "General Partner"), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

Art. 13. Powers of the General Manager. The General Partner is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner will, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The General Partner will also determine any restrictions which will from time to time be applicable to the investments of the Company.

It will have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and will have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, will have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the PPM of the Company, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

Art. 14. Corporate Signature - Representation. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories such as designated by the General Partner at its sole discretion, or such person(s) to which such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation or inability to act or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company will not be dissolved and liquidated, provided the General Partner appoints an administrator, who need not to be a Shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which will be convened by such administrator within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor general partner. For the avoidance of doubt, the General Partner referred to hereunder will not vote or participate at such general meeting. Failing such appointment, the Company will be dissolved and liquidated.

Art. 15. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity will be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more shareholder(s), manager(s) or officer(s) of the General Partner is interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company will contract or otherwise engage in business. The General Partner or such officers will not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Approved Statutory Auditor. The operations of the Company and its financial situation including in particular its books will be supervised by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) who will satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourability and professional experience and who will carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The approved statutory auditor will be elected or dismissed by the annual general meeting of Shareholders until the next annual general meeting of Shareholders and until its successor is elected.

Title V. - General meetings - Amendments to the articles

Art. 17. General Meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders will represent all the Shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of Article 13 of these Articles and to any other powers reserved to the General Partner by these Articles, it will have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein, no resolution will be validly passed unless approved by the General Partner.

General meetings of Shareholders will be convened by the General Partner. General meetings of Shareholders will be convened pursuant to a notice given by the General Partner, or if applicable the administrator referred to under Article 14 hereof, setting forth the agenda and sent to the Shareholders in accordance with Luxembourg law.

Art. 18. Annual General Meeting. The annual meeting of Shareholders will be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the second day of the month of May at 2 pm (Luxembourg time) and for the first time in 2014. If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all the Shareholders are present or represented at the general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

If permitted by and on the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of Shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the Shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to participate at a general meeting of Shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her Shares will be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date.

All Shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of Shareholders. A Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing another person, who need not be a Shareholder, as his proxy, in writing or by telefax or any other means of transmission approved by the General Partner capable of evidencing such proxy. Such proxy will be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened Shareholders' meeting. The general meetings of the Shareholders will be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the general meeting of Shareholders will appoint a secretary. The general meeting of Shareholders may elect a scrutineer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of Shareholders duly convened will be passed by an absolute majority of those present and voting. Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution will be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 19. Amendments to the Articles of Association. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Unless otherwise provided for in these Articles, no resolution will be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 20. Minutes. The minutes of the general meeting of Shareholders will be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the General Partner.

Title VI. - Financial year, Allocation of profits

Art. 21. The financial year of the Company will begin on 1 January and will terminate on 31 December of the same year. The first accounting year of the Company will begin at its incorporation and will terminate on 31 December 2013.

Art. 22. Appropriation of profits. The annual general meeting of Shareholders, upon recommendation of the General Partner, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the General Partner, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner in compliance with applicable law.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, will be forfeited by the holder of such Share, and will revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

Title VII. - Valuation - Determination of net asset value

Art. 23. Valuation Day/Frequency of calculation of Net Asset Value per Share. The Net Asset Value of Shares will be determined by the Company, under the responsibility of the General Partner, from time to time, as the General Partner by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day").

Art. 24. Determination of Net Asset Value per Share. The net asset value of Share of each Class (the "Net Asset Value") will be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the General Partner will from time to time determine) as a per Share figure and will be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Day, by the number of Shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per Share will be calculated up to two decimal places.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments of the Company, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company will include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;

8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets will be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable (including any rebates on fees and expenses payable by any investment fund), prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received will be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof will be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate to reflect the true value thereof.

(b) The value of securities (including shares or units of closed-ended investment funds) which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange will be based on the latest available price or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market will be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.

(c) For non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the General Partner, not representative of the fair market value, the value thereof will be determined prudently and in good faith by the General Partner on the basis of foreseeable sale prices.

(d) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis.

(e) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

(f) Futures and options are valued by reference to the previous day's closing price on the relevant market; the market prices used are the futures exchanges settlement prices.

(g) Swaps are valued at fair value based on the last available closing price of the underlying security.

(h) Investments in open-ended investment funds will be taken at their latest official net assets values or at their latest unofficial net asset values (i.e. which are not generally used for the purposes of subscription and redemption of shares of the underlying investment funds) as provided by the relevant administrators or investment managers if more recent than their official net asset values.

If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other investment funds since the day on which the latest official net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the General Partner, such change of value.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent may rely upon such automatic pricing services as it will determine or, if so instructed by the General Partner, it may use information received from various professional pricing sources (including fund administrators and brokers). In the absence of manifest error and having due regards to the standard of care and due diligence in this respect the administrative agent will not be responsible for any loss suffered by the Company or any Shareholders by reason of the inaccuracy of the valuations provided by such pricing sources.

In circumstances where one or more pricing sources fails to provide valuations for an important part of the assets to the administrative agent, preventing the latter to determine the subscription and redemption prices, the administrative agent will inform the General Partner who may decide to suspend the Net Asset Value calculation.

The General Partner, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

Finally, in the cases no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the fair valuation of the General Partner.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Class will be converted into the reference currency of the Company at the rate of exchange prevailing in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 24 are rules for determining Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

II. The liabilities of the Company will include (without limitation):

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company will take into account all expenses payable by the Company which will comprise but not be limited to fees payable to its General Partner, investment managers/ advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing Share certificates, if any, and the costs of any reports to the Shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the costs of convening and holding Shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable traveling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue and redemption prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

All valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any agent which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, will be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

III. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 10 will be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefor will be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company will be treated as being in issuance as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefor will be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant Class is calculated will be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Class and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset will be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired will be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset will be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered will not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value will be estimated by the Company.

Art. 25. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share and of issue of Shares. The Company may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Classes and in consequence the issue and redemption of Shares of such Class(es) in any of the following events:

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company, from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner, disposal or valuation of the assets held by the Company is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the General Partner the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets held by the Company; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of the Company or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of the Company cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange; or

(e) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of Shareholders for the purpose of winding up the Company or merging the Company; or

(f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be given by the Company to all the Shareholders affected, i.e. having made an application for subscription or redemption of Ordinary Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Any application for subscription of Ordinary Shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Class, in which case Shareholders may give written notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

Art. 26. Custodian Agreement. The Company will enter into a custodian agreement with a bank, which will satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the Law of 2007 (the "Custodian"). All assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who will assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by the law.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Custodian, the Custodian will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution.

Title VIII. - Dissolution, Liquidation, Merger

Art. 27. Dissolution and Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation will be carried out, in accordance with the provisions of the laws of Luxembourg, by one liquidator (if a legal entity although duly represented by one or more physical persons) or one or more liquidators, if physical persons, named by the general meeting of Shareholders resolving upon such dissolution on proposal of the General Partner. Such meeting will determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of Shares.

Art. 28. Merger of Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Class of Shares has decreased to or has not reached an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Class of Shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Class of Shares or in order to proceed to an economic rationalisation, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares issued in such Class of Shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision will take effect. The Company will publish a notice to the holders of Shares concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Provided that the equal treatment between the Shareholders can be ensured, the Shareholders of the Class of Shares concerned may continue to request redemption (if appropriate) of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited in accordance with Luxembourg laws and regulations with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Title IX. - General provisions

Art. 29. All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended and the Law of 2007.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of Shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Subscriber	Management Shares	Ordinary Shares	Subscribed Capital
1) Incubation Capital S.à.r.l., in abridged form "Incubation Capital",	1	0	CHF 100
2) Incubation Capital S.à.r.l., in abridged form "Incubation Capital",	0	378	CHF 37,800
3) Martin Saidler	0	1	CHF 100
Total	1	379	CHF 38,000

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3, and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

General meeting of shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The following is elected approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) until the next general meeting of Shareholders:

Deloitte Audit, having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English only.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: E. BRAUCKMANN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mars 2013. Relation: LAC/2013/13430. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 mars 2013.

Référence de publication: 2013041188/764.

(130050198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

DMC Fund, Fonds Commun de Placement.

Due to an important redemption request, Dynamic Asset Management Company (Luxembourg) S.A., Management Company of DMC FUND, has decided in accordance with article 18 of the Management Regulations, and in the best interest of the unitholders, to liquidate the Sub-Fund DMC FUND - DYNAGEST 130/30 Global Equities (hereafter the Sub-Fund) with effect on April 3rd, 2013.

The subscription, redemption and conversion of units as well as the calculation of the Net Asset Value of the Sub-Fund have been suspended with immediate effect as from that date.

The Net Asset Value of liquidation of the Sub-Fund will be calculated on April 15th, 2013 and the proceeds of the liquidation will be distributed two days after the calculation of the Net Asset Value of liquidation to the unitholders.

The costs of the liquidation will be borne by Dynamic Asset Management Company (Luxembourg) S.A.

The prospectus will be updated consequently and the new prospectus will be available upon request at the registered office of the Management Company.

Dynamic Asset Management Company (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013046451/755/16.

Villiers Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 125.289.

Les statuts coordonnés au 23 janvier 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2013029519/11.

(130035459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2013.

GS&P Kapitalanlagegesellschaft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 55.855.

Les comptes annuels au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG CONSULT S.A.R.L.

EXPERT COMPTABLE - FIDUCIAIRE

31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER

Signature

Référence de publication: 2013029843/13.

(130036023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

K&N Shop S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8311 Capellen, 75A, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 163.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2013.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013029892/12.

(130036727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

CS Invest (Lux) SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 103.768.

Le bilan au 30 septembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2013.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Jacqueline Siebenaller / Georges Beckene

Référence de publication: 2013029755/12.

(130036279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Eingler International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 99.769.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2013.

Référence de publication: 2013029778/10.

(130036743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Nourit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 175.287.

STATUTS

L'an deux mille treize, le dix-huit février.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, agissant en remplacement de Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, (Grand-Duché de Luxembourg), dûment empêchée, laquelle dernière restera dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

La société anonyme de droit luxembourgeois «NEW ENTERPRISES S.A.», établie et ayant son siège au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 44050,

ici représentée par Madame Céline STEIN, employée privée, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri M. Schnadt,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée,

ci-après dénommée «le comparant».

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant agissant en sa dite qualité et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être soumises ensembles aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'il déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «NOURIT S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Art. 3. Durée. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. Objet. a société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à huit cent vingt mille Euros (820.000.- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de huit cent vingt euros (820.- EUR) chacune.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés d'un registre à souches et signés par deux administrateurs respectivement par l'administrateur unique.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 3^e mardi du mois de juin à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalable.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et libération

Toutes les actions sont souscrites en numéraire par l'actionnaire unique.

L'actionnaire unique déclare que toutes les actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces de sorte que la somme de HUIT CENT VINGT MILLE EUROS (€ 820.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Déclaration - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de € 2.200.-.

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant agissant en sa dite qualité, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqué, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Madame Céline STEIN, employée privée, née à Hayange en France le 23 juillet 1973, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri M. Schnadt;

b) Madame Sylviane COURTOIS, employée privée, née à Arlon en Belgique le 24 novembre 1968, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri M. Schnadt;

c) Madame Ludivine ROCKENS, employée privée, née à Messancy en Belgique le 13 décembre 1975, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri M. Schnadt.

3. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Auditeurs Associés, établie et ayant son siège social à L- 1840 Luxembourg, 32, bd Joseph II, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 93937.

4. La durée des mandats de l'administrateur et commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019, sauf si une assemblée générale des actionnaires en décide autrement.

5. L'adresse de la société est fixée 10A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, agissant en sa dite qualité, connu du notaire, par nom, prénom, état civil et demeure, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: STEIN, KESSELER F.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19/02/2013. Relation: EAC/2013/2262. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 20 février 2013.

Référence de publication: 2013025400/184.

(130030507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Caloritherme S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3839 Schifflange, 38, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 35.076.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 65977 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028967/10.

(130035462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2013.

Red Romanian Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 139.798.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2013.

Référence de publication: 2013029411/10.

(130035543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2013.

Euromovers International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 150.582.

In the year two thousand and twelve, on the twelfth of February.

Before Us the undersigned notary Henri BECK, residing in Echternach, (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the company EUROMOVERS INTERNATIONAL S.A., having its registered office at L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 150.582 (NIN 2010 2200 080),

incorporated by deed of the undersigned notary on the 4th of January 2010, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 312 of February 12, 2010,

having a corporate capital of thirty-two thousand Euro (€ 32.000.-), represented by three hundred twenty (320) shares with a par value of one hundred Euro (€ 100.-) each.

The meeting is presided by Mr. Holger Thomas JuCHuM, director, residing in D-53347 Alfter, 13, Luesbacher Weg.

The chairman appoints as secretary Mr. Max FUNCK, private employee, residing professionally at L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

The meeting elects as scrutineer Mr. Georges GREDT, private employee, residing professionally at L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

Amendment of paragraph 5.2. of article 5 of the articles of incorporation to give it the following reading:

" 5.2. The issued share capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by Law, redeem its own shares."

B) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

C) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

D) That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolution:

Sole resolution

The general meeting decides to amend paragraph 5.2. of article 5 of the articles of incorporation to give it the following reading:

" 5.2. The issued share capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by Law, redeem its own shares. "

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing persons, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zwei tausend dreizehn, den zwölften Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri BECK, mit dem Amtssitz in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in ausserordentlicher Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft EUROMOVERS INTERNATIONAL S.A., mit Sitz in L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 150.582 (NIN 2010 2200 080),

gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 4. Januar 2010, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 312 vom 12 Februar 2010,

mit einem Gesellschaftskapital von zweiunddreissig tausend Euro (€ 32.000.-), eingeteilt in drei hundert zwanzig (320) Aktien mit einem Nennwert von je ein hundert Euro (€ 100.-).

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Holger Thomas JUCHUM, Direktor, wohnhaft in D-53347 Alfter, 13, Luesbacher Weg.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Herr Max FUNCK, Privatangestellter, beruflich ansässig in L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herrn Georges GREDT, Privatangestellter, beruflich ansässig in L-2530 Luxemburg, 4, rue Henri Schnadt.

Der Vorstand der Versammlung war damit konstituiert und der Vorsitzende bittet den Notar um folgende Feststellung:

A) Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

Abänderung von Absatz 5.2. von Artikel 5 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" 5.2. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre gemäss den Regeln welche für Satzungsänderungen anwendbar sind, erhöht oder herabgesetzt werden.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes und gemäss den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben."

B) Dass die Gesellschafter anwesend oder vertreten sind. Die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter und die Anzahl ihrer Aktien sind in der Anwesenheitsliste vermerkt. Diese Anwesenheitsliste, die von den Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter und dem Vorstand der Versammlung unterzeichnet wurde, wird diesem Versammlungsprotokoll angeheftet und zusammen mit der offiziellen Eintragung abgelegt.

C) Dass das gesamte Gesellschaftskapital bei dieser Versammlung anwesend oder vertreten ist und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, eine entsprechende Einberufung erhalten zu haben und dass sie vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnten. Somit sind keine weiteren Einberufungsmittelungen erforderlich.

D) Dass diese Versammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ordnungsgemäß einberufen wurde und dass rechtsgültige Beschlüsse über alle in der Tagesordnung angegebenen Themen gefasst werden können.

Die Generalversammlung fasst nach eingehender Beratung einstimmig folgenden Beschluss:

Einziger Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absatz 5.2. von Artikel 5 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" 5.2. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre gemäss den Regeln welche für Satzungsänderungen anwendbar sind, erhöht oder herabgesetzt werden.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes und gemäss den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben."

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch der Komparenten gegenwärtige Urkunde in englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung, auf Ersuchen derselben Komparenten und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die englische Fassung massgebend.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat er zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: H.T. JUCHUM, M. FUNCK, G. GREDT, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 15 février 2013. Relation: ECH/2013/312. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 19. Februar 2013.

Référence de publication: 2013024562/111.

(130029972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.